

Les mutineries du Chemin des Dames (1917)

Service éducatif de la Caverne du Dragon

En mai-juin 1917, l'armée française connaît une série de mutineries ou de mouvements collectifs de désobéissance de grande ampleur. La relation des faits, plus ou moins précise, constitue un écueil tendant à minimiser le phénomène. D'où l'attention particulière accordée par les chercheurs à l'analyse des témoignages et les variations, somme toute minime, des chiffres.

I. LES FAITS

L'armée française connaît comme toutes les armées en opération¹ des cas de défaillances : mutilations volontaires, désertions², ivresse, injure à supérieurs, abandon de poste, refus d'obéissance, désertion, la révolte étant la manifestation ou le refus de remonter en ligne. Ici se pose un problème essentiel : à partir de quel seuil numérique débute une mutinerie ?

L'année 1916 connaît quelques prémices inquiétantes. A Verdun, le 14 mai, le 140^e RI est rappelé sur le front qu'il vient de quitter. De nombreux soldats se cachent. Une condamnation à mort est prononcée. Le 30 avril 1916, la 2^e compagnie du 96^e RI refuse de remonter sur le Chemin des Dames. Quatre soldats sont condamnés et exécutés à Roucy le 23 mai. En juillet-novembre 1916, à Verdun, des mouvements d'indiscipline collective entraînent l'exécution après jugement de 7 soldats et la condamnation de 62 autres.

L'offensive déclenchée le 16 avril 1917 débouche rapidement sur un échec tant humain que psychologique. La percée annoncée du front allemand se transforme en une série d'attaques coûteuses, grignotant médiocrement les positions ennemies.

Les phénomènes collectifs de refus d'obéissance, ou mutineries, durent du 17 avril 1917 au 27 janvier 1918³. De mi-avril à mi-mai, les refus individuels de monter au front se multiplient. De mi-mai au 7 juin, les refus collectifs se multiplient dans la région Soissons-Aubérive. Ces phénomènes ont toujours lieu à l'arrière des lignes. Quelques incidents ont lieu entre Aubérive et la frontière suisse, essentiellement en Lorraine et dans le secteur de Verdun, au cours du second semestre 1917. Le front à l'ouest de Soissons n'est pas touché. Les dernières estimations donnent une fourchette de 59 000 à 88 000 mutins, appartenant à 68 divisions d'infanterie, dont trois coloniales⁴. Un tiers des divisions reste à l'écart du phénomène. La hiérarchie réagit par des enquêtes de terrain, des arrestations, la suspension des permissions, la surveillance « spéciale » des meneurs. Elle

avance l'activisme de d'agitateurs révolutionnaires. L'alcoolisme est mis en avant. Les militaires tendent à rejeter la responsabilité des faits sur l'arrière et les civils.

Le président de la République, Poincaré, gracie de nombreux condamnés. Pétain subit des pressions importantes de la part des députés et du gouvernement en faveur de la modération. La répression est modérée, avec 23 (Painlevé, 1923) ou 27 exécutions sur les 75 soldats fusillés entre mai 1917 et janvier 1918 (Pédroncini, 1967), sur 412 hommes officiellement condamnés à mort. Une autre évaluation donne 3 427 jugements sur des faits collectifs ou individuels aboutissent à 554 condamnations à mort, 1 381 peines lourdes et 1 492 peines légères.

II. HISTORIOGRAPHIE DES MUTINERIES

Dès les années 1920, la gauche pacifique antimilitariste dénonce la guerre et les exécutions, en particulier l'hypothétique décimation d'unités mutinées. Elles sont évoquées dans des mémoires, mais peu présentes dans les histoires de la Grande Guerre. *L'Histoire des Armées françaises pendant la Grande Guerre*⁵ lui consacre quelques pages. Le tome consacré à 1917 de *L'Histoire de la guerre mondiale*⁶ comprend un chapitre intitulé « Le fléchissement et le redressement du moral ». La crise est attribuée à la lassitude liée à la longue durée de la guerre, aux pertes et à la déception provoquée par l'échec de l'offensive d'avril 1917, ainsi qu'à l'influence de la révolution russe et des mouvements pacifistes et révolutionnaires.

En 1967, la thèse de Guy Pédroncini est la première étude scientifique consacrée aux mutineries réalisées en s'appuyant sur les archives de l'armée. Il relève 170 cas d'indiscipline (p. 53). Son ouvrage met fin à la thèse pacifiste de la décimation des unités mutinées et à la thèse du complot révolutionnaire. La lassitude joue un rôle important. Pédroncini démontre qu'il s'agit d'une crise de confiance vis-à-vis de chefs n'ayant pas rempli leurs promesses de succès (en premier lieu Nivelles) et d'une crise de confiance à l'égard des états-majors. Cette crise militaire est une réaction contre des méthodes de combat, des tactiques ne donnant pas de résultats. Elles cessent lorsque le général Pétain, nouveau commandant en chef⁷, adopte de nouvelles méthodes de

5. Tome 52 des *Armées françaises dans la Grande Guerre*, p. 192-195. Les 105 volumes des *Armées françaises dans la Grande Guerre* ont été publiés dans les années 1920-1930 par le Service historique de l'état-major de l'Armée.

6. Herrot (général) *Histoire de la guerre mondiale*, Paris, Payot, 1936, 316 p., p. 168-175

7. Pétain est nommé chef d'état-major général le 23 avril 1917. Le 11 mai, il succède au général Nivelles au poste de commandant en chef des armées du nord et du nord-est et entre en fonction le 15. Foch le remplace comme chef d'état-major général.

1. L'armée britannique connaît un petit mouvement à Étaple. L'armée russe est totalement désorganisée en 1917. L'armée allemande connaît des mutineries à partir de septembre 1918.

2. 15 745 par an en moyenne, *Les Armées françaises dans la Grande Guerre*, tome V, vol. 2, p. 194

3. Chronologie proposée par Guy Pédroncini.

4. Les mutineries affectent partiellement les unités.

combat et que ses offensives réussissent. Les conséquences de la Directive n° 1, qui annonce le renoncement de Pétain aux offensives coûteuses jouent un rôle essentiel dans la réduction des mutineries⁸. Il comprend que le principe de l'obéissance aveugle et la punition immédiate en cas de défaillance est à bout de course à cause des conditions de vie imposées aux hommes dans les tranchées, les usant physiquement et psychologiquement. Il réorganise leur existence en leur donnant le droit au repos (permission), des avantages matériels (nourriture, couchage) et à l'information sur les opérations en cours (causeries des officiers). L'instruction remise à l'ordre du jour améliore le moral, consolidé par les victoires remportées avec des pertes légères à la forêt d'Houthulst (juillet-août 1917), Verdun (août) et La Malmaison (octobre).

L'historiographie récente révèle un phénomène plus complexe. Les soldats auraient été pris en étau entre la discipline militaire et l'objectif de la guerre, alors au point mort. Les mutineries résulteraient du désespoir d'hommes pris entre les fusils de l'ennemi et ceux de leur propre armée. Au bout de trois années de guerre, après l'hémorragie subie à Verdun et dans la Somme, la qualité de la troupe a baissé. Les meilleurs soldats, les plus expérimentés, sont morts. La lassitude et le découragement progressent. Les mutineries ont lieu dans les points d'embarquement vers le front, où des soldats organisent des manifestations contre la guerre. Les mutins ne vont pas au bout de leur logique de refus du fait de leurs propres convictions intimes, résultant de l'exercice de deux composantes de l'identité du soldat-citoyen français. Leonard Smith (1994) étudie la 5^e DI pendant la guerre. Il estime que le commandement est astreint *de facto* à une négociation pour obtenir ce qu'il attend de la troupe, constituée de citoyens-soldats. La démocratie directe autorise la résistance et l'expression politique. D'où des revendications triviales (nourriture de meilleure qualité, réforme du système des permissions, etc), désir d'une paix immédiate, une exigence de « liberté ». Les soldats demandent que leurs chefs informent les parlementaires de leur calvaire, affirmant la légitimité du système parlementaire. Les mutins agissent donc dans le cadre de leur système politique. Le haut commandement ne réprime pas brutalement notamment par manque de troupes sûres. Le terme « mutinerie » sous-entend l'idée de « violence » et de « révolte ». Or, la violence apparaît peu dans les mutineries françaises de 1917. Peu de cadres sont maltraités. D'où la proposition de Denis Rolland (2005) d'utiliser l'expression de « grève des tranchées » pour qualifier le phénomène.

André Loez (2010) étudie la mise en pratique du refus de la guerre par des soldats qui subissent la guerre, ce sur la totalité de la durée de la guerre. De fait, son propos se concentre sur les mutineries de 1917, approchées par le biais de l'étude des mentalités. Les mutineries marquent le point culminant d'un phénomène complexe embrassant l'ensemble de la Grande Guerre. Remarquant le délai entre l'échec de Nivelle et les premières mutineries, il s'interroge sur ce qui fait passer les soldats de l'obéissance à

la désobéissance individuelle et collective, en particulier sur les représentations de la situation par les hommes. Une offensive présentée comme décisive modifie la perception de l'avenir, rendant plausible la proximité de la fin de leurs souffrances. Les mutineries résulteraient de l'ampleur du décalage entre ce qui était espéré (la percée et partant la victoire) et la réalité (l'échec sanglant et donc la poursuite de la guerre), sans être le refus d'une manière de combattre. Les pertes subies par l'encadrement auraient fragilisé l'armée, alors que la réorganisation du haut commandement serait à l'origine de rumeurs. La révolution russe et le pacifisme auraient joué un faible rôle. Le contexte de troubles sociaux, notamment des grèves en région parisienne, et des rumeurs de violences commises par les troupes coloniales auraient contribué à troubler les esprits. Loez examine la place des réseaux relationnels et la circulation de l'information entre les soldats, tout en prenant en compte les expériences civiles antérieures des mutins. Il aboutit à un tableau d'un phénomène plus grave et plus profond que précédemment. Le mouvement aboutit à l'arrêt de fait des offensives françaises jusqu'en automne. Du fait de leur jeunesse, les mutins, moins imprégnés de la discipline⁹, utilisent des méthodes de protestation civile (manifestation, pétition,...) et militaires (défilé, sonneries, etc). Leur échec des mutineries résulte pour partie des difficultés de l'action collective, de l'absence de conditions favorables à la fin de la guerre dans le pays et de relais politique, contrairement à la Russie, puis à l'Allemagne. Loez estime que l'emploi de la force et, partant, de l'ampleur de la répression, sont sous-estimées.

Galit Haddad (2012) examine, à travers les archives du contrôle postal, le discours protestataire, discours produit par les soldats. Elle établit un lien entre cette parole, la situation militaire et le discours de l'arrière. La protestation combattante porte surtout sur la manière d'atteindre les objectifs de la guerre que sur ces objectifs.

Le sujet est donc loin d'être épuisé.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

Haddad (Galit), *1914-1919. Ceux qui protestaient*, Paris, Les Belles Lettres, 2012, 440 p.

Loez (André), *14-18. Les refus de la guerre. Une histoire des mutins*, Paris, Gallimard, 2010, 690 p. (Folio histoire)

Pedroncini (Guy), *Les Mutineries de 1917*, Paris, PUF, 1999 (4^e éd.), 322 p.

Rolland (Denis), *La Grève des tranchées, Les mutineries de 1917*, Paris, Imago, 2005, 447 p.

Smith (Leonard V.), *Between Mutiny and Obedience. The case of the French Fifth Infantry Division during World War I*, Princeton, Princeton University Press, 1994

8. Datée du 19 mai, elle est adressée aux commandants de groupes d'armée et d'armées.

9. Pédroncini montre que les mutins sont d'âge et d'origine sociale variés.